



**ADRESSE A LA NATION DU CHEF DE L'ETAT DE LA TRANSITION
A L'OCCASION DU NOUVEL AN 2015**

Centrafricaines,
Centrafricains,
Chers compatriotes,

A l'instar des autres pays du monde, demain nous passerons de l'année 2014 à l'année 2015. Le passage d'une année à une autre est toujours un grand moment dans une vie puisqu'il permet de mesurer le chemin parcouru et de formuler des vœux et des projets d'avenir. C'est souvent aussi le moment des bilans pour ceux qui ont choisi d'agir pour la cause commune de leurs peuples afin d'évaluer les points forts et les points faibles de leurs actions.

Dans la situation exceptionnelle où notre pays se trouve depuis près de 18 mois et où des missions exceptionnelles ont été confiées aux dirigeants de la Transition pour relever le pays, un tel bilan s'impose dans la mesure où le peuple attend en toute légitimité d'être fixé sur les actions menées, sur les difficultés rencontrées, sur ce qui reste à faire mais surtout sur les raisons d'espérer dans un avenir meilleur. L'approche de la fin de la Transition prévue initialement au 15 février 2015 accentue cette attente puisque les élections sensées sanctionner le retour à la légalité constitutionnelle ne pourront pas être organisées avant cette date.

Mes chers compatriotes,

Un bilan complet vous sera bientôt fait, à l'occasion du jour anniversaire de mon accession à la tête de l'Etat, en janvier 2015. Cependant, à la veille de ce passage à l'année 2015, vous

avez non seulement le droit de savoir mais il est important de vous rassurer et de vous donner des raisons de croire que 2015 sera différent de 2014.

Après une année 2013 catastrophique où vous n'avez même pas eu droit à une réjouissance familiale le 31 décembre, 2014 s'est présenté comme l'année de tous les espoirs avec mon élection à la magistrature suprême de l'Etat le 20 janvier 2014. Dès ma prise de fonction, j'ai pris conscience des espoirs placés en moi et en l'année 2014 pour un changement significatif de la situation désastreuse du pays et pour une amélioration dans la vie de chacun d'entre vous.

Sur la base de ma vision de sortie de crise, j'ai immédiatement impulsé une dynamique de rassemblement de tous les Centrafricains sans exclusif autour du projet de reconstruction de notre pays, meurtri par plusieurs décennies de crise.

La formation d'un gouvernement de technocrates, au-dessus des clivages politiques et des intérêts qui divisent, a correspondu à ma lecture des voies et moyens de la sortie de crise. N'appartenant pas un parti politique, j'ai fait appel à des Centrafricains de toutes les sensibilités, de toutes les régions mais reconnus compétents et intègres pour m'accompagner dans la lourde responsabilité de conduire les destinées de notre pays.

Malgré les critiques formulées à l'endroit de "ma technocratie", le premier gouvernement de la Transition dans ce format n'a pas démérité puisque les compatriotes qui le composaient ont donné le meilleur d'eux pour servir leur pays.

Souvenez-vous qu'en janvier 2014, la République Centrafricaine était au bord de l'implosion avec une insécurité généralisée, des actes de violences sans précédents, sur fond de considérations inter religieuses et des milliers de déplacés internes et externes. Les défis auxquels nous devons faire face étaient énormes: défis sécuritaire, humanitaire, sociopolitique et économique. Il fallait par ailleurs recoller la cohésion sociale mise à mal, restaurer l'autorité de l'Etat et relancer le processus électoral.

Sous mon impulsion, ce gouvernement s'est attaqué à tous ces défis. C'est avec ce gouvernement que j'ai obtenu les premiers résultats de mes actions.

Mon engagement à conduire la Transition à son terme en février 2015 était ferme et tout était mis en œuvre pour aller dans ce sens si nous n'avons pas été confrontés à toutes les difficultés dressées à dessein sur notre chemin.

Chers compatriotes,

Contrairement à certaines idées véhiculées pour ternir mon image et décrier mes actions, beaucoup d'initiatives ont été prises pour affirmer mon leadership et prendre en mains la destinée du peuple Centrafricain. Il s'est trouvé malheureusement que toutes les initiatives

prises se sont butées à des obstacles de tout genre. C'est ainsi que le chronogramme que nous avons arrêté pour la Transition a suivi les contrecoups des événements de Fatima en mai, de Malabo en juin, et surtout des tractations de la nomination d'un nouveau Premier Ministre et de la formation du nouveau gouvernement en août, après le Forum de Brazzaville tenu fin juillet. En outre, les graves événements du mois d'octobre à Bangui ont failli marquer un coup d'arrêt à ce chronogramme.

Je rappelle ces moments difficiles de l'année 2014 pour bien montrer que si on nous avait laissé travailler dans un minimum de conditions de sérénité, la perspective d'un vide constitutionnel à la fin de la période actuelle de Transition ne se serait jamais présentée, encore moins le besoin de demander une prolongation de celle-ci.

Malgré tous ces obstacles, notre détermination d'aller de l'avant ne s'est pas émoussée. Grâce à cette détermination, après onze mois d'exercice du pouvoir de l'Etat, des avancées notables peuvent être enregistrées dans la gouvernance du pays avec des effets significatifs sur l'amélioration des conditions de vie des populations. Il en est ainsi du paiement régulier des salaires, pensions et bourses avec l'appui de la communauté internationale et de la sécurité qui revient progressivement grâce à l'appui des forces internationales. Avec ce retour graduel de la sécurité à Bangui et dans l'arrière-pays, les enfants ont repris peu à peu le chemin de l'école, les hôpitaux et centres de santé ont recommencé à nouveau de fonctionner, les agents de l'Etat et les employés du secteur privé sont de retour à leur lieu de travail, notamment à Bangui et l'approvisionnement du pays en produits de première nécessité se normalise, avec un impact positif sur les recettes de l'Etat.

L'on peut également noter une amélioration significative de la situation des déplacés internes des différents sites dont les effectifs ont progressivement baissé, apprécier le déploiement progressif de l'administration dans l'arrière-pays et la reprise progressive des activités économiques.

Mes chers compatriotes,

Mes propos ont tendu à mettre en exergue les efforts déployés au quotidien pour réduire la souffrance du peuple centrafricain, pour ramener la paix et la sécurité.

Comme vous le voyez, la vie reprend petit à petit et l'espoir renaît tout doucement dans notre pays.

Il n'en demeure pas moins que beaucoup reste à faire. Les besoins sont énormes et les moyens pour y répondre demeurent encore très limités. Le contrôle d'une partie du pays par les groupes armés non conventionnels reste une préoccupation majeure et constitue un frein à libre circulation sur tout le territoire. C'est pourquoi, il est urgent de mettre en œuvre les programmes de désarmement, démobilisation, réinsertion et rapatriement(DDRR) et

d'aboutir à un engagement réel des groupes armés à s'impliquer sur le terrain pour le retour effectif de la paix et de la sécurité.

Cela créera les conditions favorables au retour rapide des personnes encore déplacées internes et réfugiées, au renforcement de la protection des populations civiles et au rapprochement de l'administration des administrés.

Mes chers compatriotes,

Je peux rassurer toute la population Centrafricaine de notre détermination à conduire le pays au retour à la légalité constitutionnelle à travers des élections libres, démocratiques et incontestables.

C'est pour créer les conditions d'une fin apaisée de la Transition que le gouvernement et moi-même travaillons étroitement avec toutes les forces vives de la Nation pour réaliser les actions prioritaires qui ont été définies pour les prochaines étapes de la Transition, à savoir les consultations populaires à la base, le forum national de Bangui dont le décret mettant à la place à la commission de préparation a été signé depuis le 2 décembre, la révision de la constitution et in fine les élections selon le chronogramme proposé par l'Autorité Nationale des élections et validée par la Communauté Internationale.

Il n'en demeure pas moins que nous ne sommes pas à l'abri des périls qui s'organisent à notre insu. Il en est ainsi des nombreux projets de déstabilisation de la transition fomentés çà et là et notamment de la réunion organisée à Nairobi dans des conditions qui restent encore à clarifier.

Je reste cependant sereine parce que j'ai noté avec une grande satisfaction la maturité de la classe politique, de la société civile et du citoyen lambda qui ne sont plus disposés à accepter des manipulations et autres intrigues orchestrées sur leur dos, pour les diviser davantage et hypothéquer l'avenir du pays.

J'en appelle à la vigilance et à la mobilisation du peuple centrafricain pour transcender les divergences et divisions qui ont causé notre malheur dans le passé pour nous unir et mener de front la bataille pour la sortie définitive de crise et la reconstruction du pays.

Cette vigilance, je la recommande aussi dans l'organisation des festivités de fin d'année dans un contexte sécuritaire encore difficile, dominé par les actes isolés de violence et de banditisme. Ce moment devrait davantage être celui du partage en famille et je souhaite que vous le saisissez pour rester en famille.

Au seuil de cette nouvelle année, tout en saluant encore la capacité de résilience du peuple Centrafricain qui a affronté avec courage la crise, j'ai une pensée profonde pour tous ceux

qui ont souffert ou disparu au cours de cette année 2014 et compatie avec toutes les familles endeuillées ou séparées.

Mes chers compatriotes,

Je souhaite une année 2015 faite de paix, de pardon et d'amour à tous les Centrafricains sans distinction de confessions religieuses, à tous les centrafricains des partis politiques, de la société civile, des organisations des femmes et de la jeunesse, des syndicats, du secteur public et du secteur privé, des villes et du monde rural. J'associe à ces vœux tous les Centrafricains de la diaspora et tous ceux qui sont encore sur les sites de déplacés ainsi que ceux qui sont réfugiés dans les pays voisins comme le Tchad, le Cameroun et les deux Congo.

Je n'oublie pas tous les frères d'Afrique et d'ailleurs qui ont choisi de vivre en République Centrafricaine et qui doivent se sentir comme chez eux. Que la nouvelle année leur apporte la paix et le bonheur qu'ils sont en droit d'attendre de la terre Centrafricaine.

J'ai une pensée toute particulière pour les soldats et officiers des forces internationales de maintien de la paix déployées dans notre pays qui ne feront pas la fête avec leurs familles proches parce qu'ils ont choisi de défendre la cause de la paix en Centrafrique. Je formule le vœu que l'année 2015 leur procure toute la réussite et l'épanouissement personnel dont ils ont besoin pour l'accomplissement de leur noble mission.

C'est aussi l'occasion de renouveler à tous les pays de la communauté internationale qui ont permis que le pire soit évité dans notre pays en 2014 l'expression de ma profonde reconnaissance pour tout ce qui a été fait en notre faveur. Je formule le vœu que 2015 soit l'année du renforcement de notre coopération en vue de sortir définitivement la R.CA de la spirale des crises.

Que le Bon Dieu bénisse la République Centrafricaine et en fasse en 2015 une terre de paix, de cohésion sociale et de prospérité.

Je vous remercie.